

# 8 MAI : JOURNÉE D'ACTION CONTRE LA REPRESSION

Paris Meeting à 20 h30 - Mutualité - 24 rue St Victor

# L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi  
7 mai.1976  
No 485

1,50 F

B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72  
La Source

Commission paritaire  
No 47 291

## Lutte contre la répression

### 2 LIGNES POLITIQUES EN PRESENCE

Quelle attitude adopter face à la répression (licenciements, assignations en référé...) ? C'est en fait une question d'attitude face à la dictature de la bourgeoisie, c'est le système capitaliste qui exerce sa violence de classe.

Donc dans ce domaine comme dans les autres, nous sommes en présence de 2 lignes politiques antagoniques, de 2 positions de classe.

C'est le capitalisme lui-même, par les conditions de vie et de travail qu'il impose, qui amène les ouvriers à faire grève, les petits paysans, les employés, les étudiants... à se révolter contre l'injustice. De même, les patrons se plaignent d'être séquestrés ? Mais c'est leur propre intransigence, leur soif de profits, qui en est la cause.

La classe ouvrière lutte pour son émancipation et celle des autres travailleurs, c'est la SA justice, SA légalité. Elle n'a de compte à rendre qu'à elle-même et surtout pas à ceux qui l'exploitent. Aussi elle n'a pas à cacher que son objectif final est en fin de compte la destruction complète du système politique économique, culturel... qui l'opprime.

La classe ouvrière est la force, la classe bourgeoise une poignée de parasites qui vit de l'exploitation des masses populaires. Lorsque la bourgeoisie l'attaque, c'est une défense active et offensive qu'elle doit mener. «LA DÉFENSE ACCUSE», c'est cette attitude que les ouvriers des Câbles de Lyon ont eu face à la «justice» bourgeoise, c'est cette attitude qu'il faut suivre et non chercher à se faire «pardonner». La bourgeoisie non seulement ne pardonne pas mais cherche à frapper et écraser le mouvement de masse. Nous, nous devons frapper encore plus fort, c'est ainsi que progressera la conscience de classe des masses et que le processus révolutionnaire ira de l'avant.  
(Suite page 3)

## Majorité-«Union de la gauche» inquiets de la montée des luttes

# ILS SONT DEJA EN CAMPAGNE ELECTORALE

Après Mitterrand mardi soir, c'était mercredi soir le tour de Marchais de parler d'alternance du pouvoir, dans une réunion électorale à Tours. Interrogé, au cours d'une conférence de presse, sur

Jamais sans doute la France ne s'est trouvée dans une campagne électorale comparable à celle d'aujourd'hui. Depuis que Giscard d'Estaing a réclamé l'arrêt des hostilités entre les différents partis de la bourgeoisie, la bataille des déclarations, communiqués, réunions publiques entre les deux cliques en présence a pris un nouvel essor. Les états-majors politiques astiquent les armes, se lancent des invectives, et c'est comme si ces préparatifs, en

principe pour les législatives de 1978, hâtaient l'heure du combat. Un jour c'est Chirac qui devient le coordinateur de la majorité afin de renforcer sa cohésion pour l'épreuve ; un autre, c'est Mitterrand qui fait «comme si» il était premier ministre. Un autre encore, tous les leaders bourgeois se mettent à faire campagne «comme si» l'Union de la gauche était déjà au pouvoir. Mitterrand se déclare prêt à l'accommodement avec Giscard, Marchais à l'intran-

sigeance, Lecanuet concernant sa présence en Allemagne nazie pendant la dernière guerre mondiale, Marchais n'a pu répondre à cette question gênante. La guerre des gangs est ouverte !

D'où vient cette animation et cette tension entre cliques aux intérêts contraires à ceux de la classe ouvrière ? L'aiguïsement de la dispute entre les partis bourgeois est le reflet de deux phénomènes : l'essor

du mouvement révolutionnaire d'un côté et la rivalité américano-soviétique pour le contrôle de l'Europe et l'hégémonie mondiale de l'autre.

En effet l'ensemble de la bourgeoisie capitaliste est affolée par la situation économique et sociale actuelle. La crise et les luttes revendicatives ouvrières et populaires l'empêchent de vivre comme avant ; et elle craint de voir la révolution la balayer : son problème consiste donc à mettre les travailleurs au pas et à faire marcher les affaires dans une situation mondiale difficile pour les capitalistes.

La clique au pouvoir a comme solution le développement de la répression associée à l'utilisation des pompiers des luttes du PCF et de la CGT, sur le plan social. Et sur le plan économique, elle cherche à s'en tirer par un renforcement de l'Europe et une infiltration économique accrue dans le tiers monde.

Suite page 3

## Cisjordanie occupée

# POURSUITE DES MANIFESTATIONS



Le couvre-feu a été imposé pendant quelques heures mercredi à Djenine, en Cisjordanie, à la suite de manifestations au cours desquelles des lycéennes et des jeunes ont lapidé les forces de l'ordre et ont jeté des bouteilles sur les soldats. Un jeune homme a été blessé au cours de l'accrochage avec les forces de l'ordre.

Des manifestations ont également eu lieu dans un camp de réfugiés proche de Djenine.

A Naplouse, le couvre-feu a été imposé sur la Casbah à la suite de manifestations d'étudiants.

Des manifestations ont eu lieu par ailleurs à Jéricho, Kalandya et Antata.

Enfin, trois adolescents ont été appréhendés pour avoir arraché et lacéré le drapeau israélien hissé au fronton de la succursale de la Bank Leumi (la principale banque israélienne) à Ramallah.

Il est à noter que, sans doute pour ne pas « ternir les fêtes de l'indépendance », le porte-parole militaire n'a fait publier dans toute la journée de mercredi aucune information concernant les manifestations en Cisjordanie qui avaient aussi le sens d'une protestation contre l'anniversaire de la création de l'Etat sioniste.

## Armée

DOUBLEMENT  
DU BUDGET MILITAIRE  
D'ICI A 1982  
ET DEVELOPPEMENT  
DE L'ARMEE  
CONVENTIONNELLE

Mercredi, le Conseil des ministres a approuvé un rapport sur le doublement du budget militaire d'ici cinq ans.

Ce rapport a révélé les faiblesses actuelles des forces armées du pays et le déséquilibre entre le développement des forces nucléaires et des forces conventionnelles au détriment de ces dernières.

Les inquiétudes gouvernementales au sujet des points faibles de ce pilier de l'Etat capitaliste viennent de leur peur face au développement du mouvement révolutionnaire de masse à l'intérieur d'une part, et de l'accroissement des dangers d'une nouvelle guerre en Europe du fait de la rivalité des deux superpuissances et notamment des préparatifs de guerre de l'URSS social-impérialiste d'autre part.

La position de la bourgeoisie monopoliste française face à la montée des facteurs de révolution et des facteurs de guerre explique ses décisions quant au plan de «défense» proposé dans ce rapport. Nous commenterons ce rapport dans notre prochaine édition.

## La journée nationale

sur la «sécurité du travail»

# Un coup d'épée dans l'eau !

La question des «accidents» du travail a été mise à l'ordre du jour par le gouvernement. Il s'agit d'aménager la loi sur les règlements de sécurité, mais sans toucher aucunement au pouvoir patronal, autant dire du bidon ! Le bilan officiel de l'année 74 est de 2 117 morts !

Les dirigeants confédéraux de la CGT et de la CFDT ont décidé de faire une journée sur «la sécurité du travail» le 6 mai. Pour les dirigeants révisionnistes, les dits «accidents» sont un

«gâchis humain insupportable». Aucune perspective n'est proposée pour imposer la sécurité.

De la même manière que les patrons ne cèdent aux revendications que par la force, il ne s'agit pas de s'en tenir à une journée - histoire de dire que l'on fait quelque chose - mais que la masse des travailleurs refusent de travailler sans des mesures de sécurité nécessaires, ripostent à toute atteinte à la sécurité. On ne marche pas sa santé pour des primes.

## Nairobi

## Ouverture de la 4e conférence de l'ONU sur le commerce et le développement (CNUCED)

L'organisation d'un nouvel ordre économique international : tel est l'enjeu de la 4e Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement qui s'ouvre aujourd'hui mercredi à Nairobi (Kenya).

153 pays y sont rassemblés, représentés en quatre grands groupes : les pays sous-développés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine (groupe «A» et «C») qui parlent désormais de plus en plus d'une seule voix au sein de ce qu'il est convenu d'appeler : «le Groupe des 77», bien qu'ils soient maintenant 110. C'est pour préparer cette session qui peut peser lourd dans l'évolution de la situation internationale que le tiers monde s'était réuni en février dernier à Manille.

A côté des groupes A et C, la Chine constitue à elle seule un autre groupe. Mais la Chine est un pays socialiste du tiers monde et ses prises de position ont toujours soutenu fermement le point de vue des pays pauvres contre les pays riches, sa voix n'a jamais manqué aux revendications du tiers monde.

«En face», se situent les groupes «B» et «D». Ils rassemblent d'une part les pays industrialisés occidentaux (Europe, Australie, Canada, USA, Japon et Nouvelle-Zélande). D'autre part l'URSS et ses satellites. La Communauté économique européenne participe en tant que telle, à la conférence, avec le statut d'observateur.

De l'avis général des commentateurs bourgeois, les travaux de cette conférence se présentent «mal». Mal du point de vue, entendons-nous, des intérêts des superpuissances et des pays riches.

Le tiers monde en effet est bien décidé à ne rien céder de ses revendications essentielles dont la plus urgente porte sur la défense du prix des matières premières : leur variation permanente affecte en effet gravement les ressources des pays pauvres, particulièrement de ceux qui vivent principalement d'une seule matière première. C'est le cas par exemple de la Zambie dont 90% des revenus d'exportation proviennent de ses ventes de cuivre, un produit qui valait près de 1 400 livres en avril 1974, pour retomber à 572 livres en janvier 1975 ! Le secrétariat de la CNUCED a préparé un «programme intégré» vaste projet d'organisation du marché des matières premières visant à stabiliser les cours, donc le revenu des pays producteurs, grâce à un fonds d'intervention commun de 3 milliards de dollars et à la constitution de stocks de toutes les matières premières qui se prêtent à cela.

Mais l'impérialisme américain a déjà fait savoir offi-

ciellement qu'il était catégoriquement opposé à toute «approche globale» et qu'il se contenterait d'examiner

L'unité et la détermination croissante du tiers monde le conduisent à envisager d'assurer la défense des prix

pays développés et du sous-paiement des matières premières qu'il exporte. Il est estimé actuellement à 130



L'industrialisation du tiers monde : une bataille historique.

le problème de chaque matière première prise cas par cas, isolément.

### L'EXIGENCE DES PAYS PAUVRES

L'affrontement risque donc, du fait de cette position américaine encouragée en sous-main par l'URSS qui, comme son rival, vit du pillage des autres peuples, d'être immédiat à Nairobi.

des matières premières par

ses propres forces: Il a décidé de poursuivre et d'intensifier en marge de la conférence de Nairobi les travaux lancés ces dernières années par les Conférences de Dakar et de Lima en vue de créer le fonds nécessaire avec les seules ressources du tiers monde y compris celles des pays pétroliers.

D'autres problèmes cruciaux doivent être évoqués à Nairobi : celui de l'endettement du tiers monde du fait de l'inflation dans les milliards de dollars. Celui de

la volonté réaffirmée du tiers monde de ne plus être considéré seulement comme un réservoir de matières premières mais de pouvoir s'industrialiser aussi et exporter des produits semi-finis et manufacturés.

### UN FRONT UNIQUE CONTRE LES DEUX SUPERPUISSANCES

Si le camp des pays riches se présente divisé à cette session de la CNUCED, l'opposition d'intérêts des USA et des pays européens notamment allant en s'approfondissant, le tiers monde, lui, a resserré ses rangs conscient que sa force réside dans son unité. Les différents conflits attisés ces derniers mois dans des pays du tiers monde et les opposant parfois l'un à l'autre par les deux superpuissances sont en quelque sorte le contre-feu que celles-ci opposent aux immenses victoires politiques et économiques remportées ces dernières années par les pays non-alignés contre leur ennemi commun. Mais en vain. La Conférence de Nairobi qui précède de peu le sommet des non-alignés qui se tiendra prochainement à Colombo, ressoudé plus étroitement encore les pays pauvres dans la défense de leurs intérêts communs.

## RFA

## 1er Mai rouge à Munich

Pour le 1er Mai, le DGB (syndicat réformiste) organisait à Munich un meeting où le chancelier Schmidt a fait un discours sur les thèmes : «sécurité de l'emploi», «participation», (les élections approchent...). Mais les travailleurs, déterminés à ne pas faire les frais de la crise, à l'exemple des imprimeurs et typographes en grève depuis mercredi, huaient et sifflaient Schmidt, scandaient des mots d'ordre révolutionnaires et portaient des banderoles. A l'appel du KPD/ML et de KPD (Groupe Drapeau rouge), 650 révolutionnaires dénonçaient le 1er Mai gouvernemental. Vers 11 heures, retentissait le mot d'ordre «Quittons le 1er Mai gouvernemental, tous au 1er Mai rouge» et le cortège des marxistes-léninistes quittait le meeting et défilait pendant 3 heures dans les quartiers populaires. Cette manifestation était un succès de l'unité révolutionnaire de la classe ouvrière pour la révolution socialiste à l'Est et à l'Ouest, pour une Allemagne réunifiée, indépendante et socialiste. C'était aussi un important succès de l'unité des marxistes-léninistes. Des manifestations avaient aussi lieu à Berlin, Hambourg, Kiel, Brême, Hannover, Duisbourg, Ludwigshafen, Francfort, Stuttgart.

## Situation tendue à Djibouti

La lutte des peuples afar et issa contre l'oppression du colonialisme français va grandissant. A tel point que celui-ci a été contraint d'annoncer la tenue d'un «referendum d'autodétermination» avant la fin de l'année.

L'OUA vient d'envoyer une délégation pour enquêter sur place sur la situation à Djibouti et examiner notamment si les conditions sont bien réunies pour que la population de Djibouti puisse faire entendre librement sa voix. A cette occasion de nombreuses manifestations populaires ont eu lieu exprimant l'opposition des Afars et des Issas au maintien de la présence coloniale française, ouverte ou camouflée. Les gardes territoriaux ont tiré sur la foule faisant un mort et plusieurs blessés.

D'autres incidents ont également éclaté à Obok, au Nord-Est du territoire.

Un nouvelle fois, dans les territoires opprimés par le colonialisme français, le sang a coulé. Il ne peut que renforcer la détermination des peuples colonisés à imposer l'unique solution d'avenir pour eux : l'expulsion immédiate et totale des troupes et de l'administration colonialistes et l'indépendance nationale complète et véritable. Notre solidarité leur est pleinement acquise dans ce combat.

## Les négociations «SALT» suspendues

Les USA et l'URSS ont suspendu leurs négociations sur la limitation des armements stratégiques pour un mois. Commencées le 21 novembre 1972, les négociations SALT visaient à la conclusion d'un accord limitant de 1977 à 1985 le nombre et les performances des fusées intercontinentales, sous-marines et bombardiers nucléaires. Elles se déroulent à huis-clos, mais les Américains ont récemment fait savoir qu'elles se trouvent actuellement dans une impasse.

Russes et Américains en profitent pour mettre les bouchées doubles en matière d'armement intensif. Les Américains étudient actuellement une «stratégie maritime» à longue portée qui permettrait d'arrêter les bombardiers soviétiques «Backfire» porteurs de missiles avant qu'ils puissent atteindre les unités navales américaines en pleine mer et viennent de décider l'accroissement de 1,2 milliard de dollars du budget de la défense pour la construction de navires de guerre. Les Soviétiques de leur côté étudient les moyens de neutraliser les missiles «Cruise» américains. Drôle de «détente», vraiment !

## Corée du Sud

## Nouveaux procès politiques

Le procès de Kim Dae Jung, leader de l'opposition démocratique, et de 17 autres progressistes coréens vient de s'ouvrir à Séoul dans un climat de tension générale. Ils avaient été arrêtés le 2 mars dernier à la suite de la lecture, à la cathédrale de Séoul, d'un communiqué demandant le rétablissement des libertés démocratiques et la démission du président Park Chung Hee. Ils sont inculpés de violation du décret présidentiel de mai 1975 interdisant purement et simplement toute opposition au régime.

## Inquiétude aux USA

### Les armes russes utilisent la technologie américaine

D'après certains experts US, les véhicules blindés russes qui ont fait merveille dans la guerre israélo-arabe de 1973 auraient bénéficié de la technologie transmise par Fiat par l'intermédiaire de l'usine Togliatti, montée et organisée par elle. De même, les fusées nucléaires à têtes multiples n'ont pu être réalisées que grâce à des tours de précision importés des USA...

De fait, si l'URSS produit plus d'acier, de ciment, de pétrole et de génératrices électriques que les USA, sa productivité est inférieure

de 60%. Les raisons de ce retard sont à la fois l'extrême centralisation du Plan et la dispersion de la production. C'est ainsi par exemple que les machines de manutention sont exécutées suivant les plans de 140 bureaux d'études dans 380 usines, et que le contrôle de leur production dépend de 35 ministères !

De même les rapports officiels russes vantent les progrès de la recherche appliquée : l'effectif employé annuellement augmenterait et serait, pour 1975, de 9% (contre 6% pour les USA).

Or les conceptions mêmes sont différentes : 75% des chercheurs sont directement placés au centre du processus de production aux USA, contre 12% en URSS.

Partout les USA se refusent encore de limiter les transferts. Domine encore la thèse suivant laquelle la recherche par les Russes des produits de la technologie avancée renforcerait sa dépendance par rapport à l'Ouest. Il suffit de tenir compte de l'accroissement du potentiel militaire russe pour juger une telle thèse bien hasardeuse.

nouvelles intérieures

## Les révisionnistes et les pots de vin pétroliers

Mardi 4 mai, l'organe révisionniste l'Humanité revenait sur l'affaire des pots-de-vin versés par les compagnies pétrolières à certains politiciens européens

L'Huma fait référence à un article récent de «Pétrol information», organe officieux des compagnies faisant ouvertement état de ses «rétributions» en direction de différents partis européens. Ainsi on pouvait y lire :

«En France même, on ne compte plus les dirigeants patronaux qui, il y a deux ans, à l'occasion des élections présidentielles, distribuaient équitablement les enveloppes de la main droite et de la main gauche, comme ils le font à l'occasion de toutes les élections. Et les bénéficiaires de ces prébendes ne s'en plaignent pas.»

Quoi d'étonnant ? Absolument rien. L'Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole a seulement répondu que l'on devait considérer cette revue comme «indépendante».

Et la presse bourgeoise de s'emparer de cette «affaire», mais pour blanchir qui en définitive ?

Car, si l'on veut aborder la question du financement des partis bourgeois, il faut le faire sérieusement et ne pas oublier ces messieurs du faux parti communiste français.

Le budget de ce parti atteint chaque année plusieurs milliards de francs. Or chacun le sait, ce ne sont pas les ventes de cartes, ni les souscriptions qui permettent d'atteindre une pareille somme.

N'oublions pas tout d'abord que l'Humanité révisionniste reçoit du gouvernement français près de 120 millions de francs cette année au titre de l'aide à la presse «d'opinion».

Mais cet argent encore n'est pas suffisant. Le PCF est devenu une gigantesque

affaire capitaliste.

Par l'intermédiaire d'hommes de paille de ce parti, il a investi dans de très nombreuses affaires industrielles ou commerciales qui rapportent gros sur le dos des masses travailleuses.

On peut citer les entreprises du bâtiment liées étroitement aux municipalités PCF, notamment en région parisienne, ainsi que les bureaux d'étude d'urbanisme. On a un exemple récent à propos de la lutte des résidents de la Sonacotra, où l'on a appris le détournement de dizaines de millions appartenant au FAS (fonds payé par les résidents) pour la construction de bâtiments et ouvrages municipaux (à Bagnolez notamment) au plus grand profit de leurs sociétés de travaux publics.

On pourrait reparler de Doumeng, mais là c'est une brochure tout entière qu'il faudrait pour mettre au grand jour toutes les activités lucratives faites sur le dos des travailleurs français.

On pourrait parler aussi des financements souterrains du révisionnisme soviétique par le biais des multiples combines bancaires qu'ils ont à leur disposition et dont sont parfaitement au courant messieurs les banquiers occidentaux.

Enfin, que les loups s'entre-déchirent dans la bergerie pour manger le plus gros morceau nous met toujours face à de belles révélations de part et d'autre. Nous ne pouvons que nous réjouir et apprendre de ce beau spectacle.

## MARCHAIS ET LE GUD CONTRE LE MOUVEMENT ETUDIANT

Marchais a souligné, mercredi après-midi à Tours que ce sont les «groupuscules gauchistes» qui sont responsables de la division du mouvement étudiant.

En tout état de cause, a ajouté le secrétaire général du PCF, «la situation actuelle dans les universités se caractérise par le fait que seule une "infime minorité" veut poursuivre la grève à tout prix». Par conséquent, ne pas prendre en considération cette situation serait «faire preuve d'une conception singulièrement étriquée de la démocratie».

Ce que ne dit pas Marchais, c'est que c'est bien souvent à l'unanimité (moins l'UNEF) que les assemblées

Dans son numéro de mercredi le «Canard enchaîné» toujours à la pointe de l'information inédite sur les milieux politicards bourgeois, vient de révéler quelques faits sur les rapports entre l'UDR et les polices parallèles ainsi que sur leur projet de mettre en place un «groupe d'étude antisubversion».

L'UDR et les banquiers auraient-ils peur pour leur avenir ?

Ainsi on apprend dans le «Canard enchaîné» que Chirac vient d'embaucher à son cabinet ministériel le commissaire Philippe Massoni.

Cet individu est bien connu pour le procès qui avait été engagé en 1973 contre lui à la suite d'une

plainte pour avoir dérobé ou «détourné» du courrier destiné à cette époque à l'Agence Presse Libération.

Le Canard du 20 juin 1973 avait d'ailleurs publié la preuve de cet espionnage clandestin de la «sûreté de l'État».

Pour plus d'information ce Massoni est membre du SAC (impliqué dans l'affaire Agret dont on parle tant aujourd'hui) et a dirigé jusqu'à présent le «groupe direction» des Renseignements généraux de la place de Paris. C'est là qu'il s'est fait sa réputation avec ses hommes de main — notamment avec l'affaire des micros du Canard — pour les perquisitions clandestines d'appartements, de bureaux de personnes fichées à la place Beauveau, sans oublier les écoutes téléphoniques et les poses de micros.

Au cabinet de Chirac, Massoni serait chargé, dit-on, des rapports avec la Sécurité militaire et le SAC...

Par ailleurs, on apprend que le groupe UDR va mettre en place des «groupes d'étude antisubversion». Des «séminaires» vont être organisés et une première rencontre a eu lieu à Blois le 28 avril dernier sous la houlette du délégué régional UDR Paoletti. Le but de ces rencontres : établir des rapports sur les hauts fonctionnaires de l'administration de l'appareil d'État (préfets, etc.).

Signe des temps, on n'espionne plus seulement les «subversifs» et les travailleurs révolutionnaires, on pratique l'espionnage des «petits copains», des fois qu'ils fassent partie du clan rival et travaillent en sous-main pour briser leur domination au sein de l'État bourgeois.

## Ils sont déjà en campagne électorale

Suite de la page une :

La clique de l'«Union de la gauche» dont le pivot est constitué par le PCF se vante pour sa part de gérer le système en donnant un coup d'arrêt aux luttes. L'Union de la gauche au pouvoir, les travailleurs seraient priés d'être patients, de faire confiance au gouvernement et d'arrêter leurs luttes de classe, sous peine de faire «le jeu de la droite». Sur le plan économique la coopération avec l'URSS est présentée par cette clique comme une solution.

Cette division sur la méthode pour sortir de la crise, c'est donc le reflet de la difficulté de la bourgeoisie à maintenir sa domination de classe.

Mais il est un autre phénomène généralement ignoré par l'opinion publique. C'est que sous nos yeux, en France même les deux superpuissances se disputent et appuient chacune certaines forces. N'est-il pas à cet égard significatif que la Pravda du 4 mai se félicite, en première page s'il vous plaît, du succès du PCF aux élections cantonales partielles des Alpes de Haute-Provence ! C'est que tout en pratiquant une diplomatie mielleuse à l'égard du gouvernement français, le social-impérialisme russe encourage à fond la tactique de l'avancée progressive appliquée par les forces pro-soviétiques en France, comme en Italie. D'ailleurs ceux qui se laissent abuser par les bruyants

commentaires sur les divergences tactiques entre le PCF ou le PCI et le PC soviétique feraient bien de lire les récentes déclarations du révisionniste soviétique Zagladine qui écrit dans l'hebdomadaire Novoie Vremia :

«La diversité des formes de lutte pour des objectifs identiques est naturelle et normale. Peut-être les apparences peuvent-elles faire croire qu'il y a là une contradiction. Mais la vie est pleine de ces contradictions apparentes, et personne n'y peut rien ! Il ne fait aucun doute que tôt ou tard la vie se chargera de dissiper les malentendus qui subsistent à ce propos. L'essentiel est que tous les détachements du mouvement ouvrier soient unanimes dans leur volonté de se battre pour des objectifs communs.»

Ainsi, peut-on mieux comprendre qu'un événement traditionnellement aussi peu important que les cantonales constitue un tremplin vers le pouvoir central. Cependant pour les forces pro-soviétiques, arriver à grignoter du terrain dans un pays situé dans la sphère d'influence de l'impérialisme américain est une chose mais y gagner le pouvoir central et s'y maintenir en est une autre. C'est en tous les cas une chose intolérable pour les fractions pro-américaines.

Aussi la dispute entre les deux principales fractions

de la bourgeoisie peut-elle un jour prendre un tour aigu y compris jusqu'à la guerre civile. C'est ce que prépare en un sens le débat en cours sur la «constitution» : qui gouvernerait réellement en cas de victoire de l'Union de la gauche ? Giscard ou un gouvernement social-révisionniste ?

Mais dans tout ça où est l'intérêt du prolétariat, des petits paysans et de tout le peuple travailleur ? Tout d'abord quand des canailles se battent c'est toujours de quelque profit pour les honnêtes gens. Que la bourgeoisie soit divisée, tant mieux. Mais il est important de ne pas mettre les intérêts de classe du prolétariat à la remorque de l'une ou de l'autre fraction de la bourgeoisie. Ce dont a besoin la classe ouvrière c'est de prendre le pouvoir et d'exercer sa dictature sur la bourgeoisie. C'est pourquoi il faut combattre résolument TOUTES les fractions de la bourgeoisie et combattre les deux superpuissances comme des ennemis acharnés de la révolution prolétarienne en France.

\*  
Aidez-nous,  
achetez toujours  
l'Humanité rouge  
dans le même kiosque  
\*

## Lutte contre la répression

### 2 lignes politiques en présence

(Suite de l'éditorial)

S'en remettre essentiellement à l'aspect juridique, c'est faire confiance à la bourgeoisie, c'est refuser d'établir un rapport de force en faveur des travailleurs, c'est ce que prônent les révisionnistes. Mais en fait, ils vont encore plus loin.

Ces bourgeois infiltrés dans le mouvement ouvrier (dirigeants du PCF et de la CGT), s'acoquent avec le patronat pour faire licencier des ouvriers combattifs : soit en votant carrément leur licenciement au CE (Chauvin-lvry, Snecma-Corbeil, Bourgogne-Électronique - Dijon), soit en les acceptant en échange d'«indemnités de départ», ou encore en freinant la lutte lorsqu'ils ne peuvent pas se permettre de s'y opposer ouvertement.

Pour eux, vu que la répression s'abat avant tout sur les éléments combattifs — qui de fait s'opposent à la ligne révisionniste de capitulation et de conciliation avec la bourgeoisie — ils cherchent à en tirer profit.

Par exemple si le patron arrive à démanteler une section syndicale CFDT ou CGT se plaçant sur des positions de lutte de classes, les révisionnistes ont les mains libres pour imposer leur domination idéologique et politique, et renforcer leur hégémonie sur la classe ouvrière.

A cet égard, tout suivisme par rapport au révisionnisme est un coup porté à la classe ouvrière et un service rendu à la bourgeoisie.





# LA BOURGEOISIE VEUT PORTER UN COUP AU DROIT DE GREVE

Chaque jour apporte un nouveau lot de sanctions contre les ouvriers combattifs qui ont joué un rôle actif dans la lutte pour faire aboutir les revendications immédiates.

## A PARIS-RHONE (LYON)

Fin décembre, l'inspection du Travail avait refusé les licenciements de 7 délégués (6 CFDT et 1 CGT qui, au même moment, était exclu de la CGT pour ses

justes positions de lutte de classe). La direction de Paris-Rhône a fait appel de cette décision au ministre du Travail qui vient d'accepter 4 licenciements (3 CFDT et celui qui a été exclu de la CGT). Les lettres de licenciement ont été distribuées par porteurs spéciaux le matin du 1er Mai !...

Au cours de la manifestation syndicale cette décision a été vivement rejetée. A la dispersion, la CFDT a appelé à ne pas consommer dans le café qui appartient

au chef du personnel de Paris-Rhône (café situé justement sur le lieu de la dispersion). L'initiative a été largement comprise des manifestants.

Le lendemain de cette action le chef du personnel a violemment insulté deux délégués CFDT.

Pour l'instant la mobilisation contre les licenciements, à l'intérieur de l'usine, est encore faible du fait de la répression permanente, des conditions de vie très difficiles, de la poli-

tique de division des dirigeants CGT qui refusent toute mobilisation et visent eux aussi à l'élimination de la section CFDT de Paris-Rhône.

## HOOVER (DIJON)

Chez Hoover ce sont 274 travailleurs (sur 920 salariés) qui sont en instance de licenciement, suite à la grève d'octobre dernier (déclenchée contre le licenciement de 299 personnes). Au cours de cette grève quatre directeurs étaient séquestrés. La direction avait cédé en garantissant l'emploi pour 6 mois.

Au cours d'une nouvelle grève en mars (pour les salaires cette fois) la direction reparlait de licenciements, et la CGT dès la première réunion du comité d'entreprise parlait d'«indemnités de licenciements», ce qui veut dire qu'elle les accepte.

## BOURGOGNE ÉLECTRONIQUE (DIJON)

Là encore la direction ne badine pas. Il faut dire que ces derniers temps les grèves dans le trust Thomson — dont dépend B.E. — ont été nombreuses : Esswein-Thomson (La Roche-sur-Yon), Thomson-Brandt (Chauny), Thomson-CFS (Thonon-les-Bains), Auxilex (dans l'Aisne), Elfit (Saône-et-Loire), LCC (Beaune, Seurre), plusieurs mois de grèves tournantes à Vélizy GTE et des débrayages dans de nombreuses autres usines du trust.

Il y a une semaine, 23 ouvriers recevaient leur lettre de licenciements, suite à la grève de 5 semaines en avril (le 14 avril la direction était séquestrée, le 16 avril au matin elle faisait enfoncer le piquet de grève).

Le 30 avril, au comité d'entreprise plusieurs délég-

gués CGT votent le licenciement du délégué CFDT, Robert Vieillard. Un aspect très négatif : les organisations syndicales laissent planer le doute sur le vote et s'en remettent à l'aspect «juridique», au lieu de mobiliser les ouvriers pour la lutte contre tout licenciement. Déjà au cours de la grève, des délégués CGT avaient essayé de briser la combativité des travailleurs.

Lundi soir 3 mai, un rassemblement a eu lieu devant l'usine avec la participation d'autres entreprises de Dijon, la route a été bloquée une heure par les manifestants. Des débrayages ont été décidés, un large comité de soutien a été envisagé (bien sûr l'UD-CGT s'y oppose).

## DANS 5 USINES DE LA ROCHELLE

Vingt délégués CFDT et CGT de cinq usines en grève (Alstom, Tasker, Semat, Scan, Stima) étaient assignés en référé le 10 avril.

## AUX «COMPRESSEURS FRIGORIFIQUES»

A l'usine de Montuel (Ain), 175 travailleurs (sur

600 salariés) sont mis à pied pendant sept jours pour avoir participé à une grève de 2 semaines avec occupation (qui vient de se terminer).

D'après la CFDT, il se peut que la direction mette sur pied un processus de licenciements visant les délégués syndicaux.

\*\*\*\*\*

Il apparaît ainsi que la bourgeoisie veut porter un grand coup au droit de grève, surtout que de plus en plus largement la classe ouvrière renoue avec les grandes traditions de lutte de classes. Mais là où il y a oppression et répression il y a révolte, les travailleurs se serrent les coudes et tendent à la coordination de leurs luttes. Non seulement les occupations, les séquestrations de «singes» ne s'arrêtent pas mais connaissent une ampleur inégalée.

Les bonzes révisionnistes qui se placent du côté du patronat sont de plus en plus discrédités par les masses. La voie de la lutte de classes, de la lutte contre le révisionnisme, est la seule voie pour préparer la révolution prolétarienne.

## Brest

### Un bateau polonais briseur de grève

## Le cargo «Matouba» interdit de séjour

Il y a quelques mois déjà le cargo polonais Matouba, chargé de maquereaux destinés à un conservateur breton, devait rebrousser chemin sans décharger sa marchandise. Comme en Espagne au moment de la grève des mineurs ou au Portugal avec celle des marins-pêcheurs, les flottes polonaises et russes n'hésitent pas à proposer leurs marchandises

que les capitalistes convoitent dans la mesure où elles sont proposées à un prix moindre que ce que coûterait la satisfaction des revendications.

Le 14 avril dernier à un moment où les marins-pêcheurs bretons sont contraints de détruire une partie de leur production et où les trusts de l'alimentation leur refusent la pêche des maque-

reaux, le cargo Matouba recommence la même opération. Les marins-pêcheurs et dockers du port ne l'ont pas entendu de cette oreille ils se sont mobilisés en masse pour empêcher le déchargement du navire.

Les autorités du port plutôt que de risquer des incidents devant la détermination des masses ont préféré dérouter le cargo avant qu'il n'atteigne Brest. Ce nouvel échec ne manquera pas d'encourager les travailleurs bretons dans leur lutte pour imposer aux industriels de la conserve des conditions de prix décentes qui permettent aux pêcheurs de vivre de leur travail. Quant au cargo de l'État polonais, il est reparti piteux avec ses maquereaux. A noter que le PCF si bavard sur les importations de vins italiens par exemple (alors que Doumeng le milliardaire révisionniste en importe beaucoup) n'a pas pipé mot de l'affaire. Solidarité révisionniste oblige.

## Foyer Sonacotra (Dijon)

### 40 TRAVAILLEURS ASSIGNÉS A DES SAISIES ARRETS SUR LES SALAIRES

Au foyer Sonacotra de Dijon en grève des loyers depuis le 1er mars 40 travailleurs viennent de recevoir une convocation au tribunal d'instance pour les 14, 21 et 28 mai afin de se faire signifier la saisie-arrêt sur leur salaire.

On apprend également que 160 autres résidents auraient reçu d'autres lettres de convocation au tribunal.

Au foyer Mistral de Dijon, les chambres sont de

5 m2 sans hygiène, ni insonorisation, ni sécurité : cela pour plus de 200 F par mois. C'est pourquoi depuis le 1er mars, ils ont entamé la grève des loyers et sont bien décidés à obtenir satisfaction pour leurs revendications.

Depuis la réception des lettres, la mobilisation grandit et un collectif d'avocats est en place pour l'annulation des décisions du tribunal d'instance.

## Une grève de femmes

### à l'Argus de la presse parlée

Voici quelques extraits d'un tract qui nous a été transmis par les ouvrières en grève :

«L'Argus de la presse parlée est une filiale de l'Argus de la presse écrite, mais pour la direction ce sont deux sociétés séparées.

«L'an dernier le personnel de la presse écrite a obtenu, après une grève de 3 semaines, les statuts que nous demandons aujourd'hui. A la presse écrite ils étaient 40, nous, nous ne sommes que trois ; donc peu nombreuses, nous n'avons rien, et sommes à la merci de la direction : la comtesse Pelletier de Chambure et son gendre le comte de Sauvan d'Aramon.

Embauchées à 10 F brut de l'heure (1 730 F par mois), nous devons pour ce tarif-là justifier d'études supérieures. Jamais d'augmentation, une prime de fin d'année à la tête du client, pas d'avantages sociaux, la semaine est de 44 heures. Surveillées comme des «petites filles» à l'école, on n'a pas le droit de parler, aucune pause reconnue alors qu'on écoute la radio 8 heures sur 8. Pour 5 minutes de retard on risque fort d'avoir un avertisse-

ment. Bref, nous devrions être dociles et soumises...

«Le comte n'emploie que des femmes. Avec des hommes il ne pourrait pas intimider comme il le fait. Quand on ose contester, nous sommes en butte à un harcèlement systématique de brimades et d'insultes.

L'Argus de la presse parlée enregistre toutes les émissions de radio et de télé pour les revendre (une cassette d'une minute est revendue 140 F). Les effectifs ne sont jamais complets : pour assurer le travail nous devrions être 12, nous ne sommes que 4 ; c'est plus rentable... La direction refuse toute discussion, attendant nous faire céder par la contrainte.

«Aussi nous nous battons pour : «la semaine de 40 heures, la mensualisation, le réajustement de nos salaires, des effectifs complets, reconnaissance de nos droits en tant que femmes et salariées d'une petite entreprise.

«Nous sommes en grève depuis le 26 mars et la direction refuse l'accès des locaux ; sa seule réponse c'est la répression.

«Nous nous battons contre les conditions de travail imposées aux femmes.»

## Hôpital psychiatrique d'Uzès

### Après 10 jours de grève

L'hôpital emploie 400 personnes.

La grève a débuté à propos des libertés syndicales non respectées par la direction (non reconnaissance des heures syndicales).

A partir de là, les travailleurs ripostent : «Si on n'a pas les libertés syndicales, on n'a plus de syndicat». Et c'est la décision de la grève.

A cela s'ajoutent des revendications locales et nationales notamment le paiement des 13 heures supplémentaires et l'augmentation des effectifs.

La section CGT organise la grève très démocratiquement : décisions prises en AG, piquets de grève.

La sécurité est assurée dans les services, mais la direction refuse au syndicat et aux travailleurs, d'organiser eux-mêmes le planning du personnel. Elle préfère réquisitionner à tour de bras, pour faire travailler le maximum de personnel.

Les pressions de sa part sont très fortes sur les grévistes. Mais le soutien et la solidarité s'organisent :

— à l'hôpital, où depuis 4 jours, les élèves infirmiers

en psychiatrie, à Uzès, se sont associés à la grève, en ajoutant leurs propres revendications (plus de libertés à l'école, contrôle continu).

Les internes ont aussi manifesté leur soutien à la lutte, en faisant 2 journées de grève.

— dans la population : tous les jours, depuis le début de la lutte, les grévistes font une sortie en ville (défilé, manifestation).

Les habitants d'Uzès, petite ville rurale, comprennent peu à peu la nécessité de la lutte et apportent leur aide : argent, alimentation... aux piquets de grève.

— les grévistes sont aussi en contact avec d'autres hôpitaux de la région : Alès, Montpellier où une délégation de grévistes est venue expliquer la lutte le 29 avril.

Les travailleurs n'ont pour le moment rien obtenu, mais ils sont déterminés, et n'envisagent pas de reprendre le travail sans victoire.

Pour eux, le patron doit céder, ils doivent gagner, tous ensemble.

Une lectrice.



## la France des luttes

## Les travailleuses familiales dans la lutte

La situation s'aggrave pour les travailleuses familiales. Elles luttent pour obtenir un salaire décent, des conditions normales de travail et une sécurité dans l'emploi.

Les travailleuses familiales attendent toujours leurs rappels de salaires pour 1975 qui s'élèvent pour chacune de 2 000 à 4 000 F. Déjà elles avaient attendu près de 6 mois pour leurs rappels de 1974 !

Les travailleuses familiales apportent une aide temporaire à domicile dans les familles en permettant, en cas d'absence de la mère, le maintien des enfants au foyer, la poursuite d'une vie normale. Leur intervention évite les placements d'enfants, les hospitalisations prolongées et aide à une véritable prévention sanitaire.

Les services des travailleuses familiales sont financés par les Caisses d'allocations familiales, les Caisses primaires d'assurance-maladie, sous forme de subventions versées suivant les heures de travail effectuées.

Ce n'est pas une prestation légale, chaque caisse étant autonome, le financement dépend du choix de celles-ci.

En 1949, il y avait 5 000 travailleuses familiales, aujourd'hui, toujours 5 000. Le VIe plan en prévoyait 22 000 !!!

Depuis 1967, une question écrite à l'Assemblée nationale soulignait le besoin de 13 000 travailleuses familiales en France. La concentration urbaine, l'immigration, l'éclatement des familles, nécessitent de plus en plus le service des travailleuses familiales.

A Bayonne, l'embauche est arrêtée depuis 3 ans, et les travailleuses familiales se sont récemment réunies en assemblées générales, elles sont résolues à mener des actions jusqu'au bout pour faire respecter leur droit au salaire et à des conditions de travail normales.

### Que se passe-t-il exactement ?

Hier, une dévalorisation de la profession, aujourd'hui, un blocage du financement. Veto du ministère des Finances : la Caisse nationale d'allocations familiales ayant prévu 12,5 % d'augmentation, le ministère la réduit à 8 %.

*Côté Sécurité sociale :* suspension au 1er mars de toute prise en charge des interventions relevant des régimes spéciaux : « employés de préfecture, communaux, PTT, EDF, GDF, ministères, Éducation nationale, Secteur hospitalier, public, etc. En effet, les crédits pour 1976 réduits à 500 000 F au lieu de 3 000 000 prévus, ont été entièrement utilisés en deux mois. Il en résulte que toutes les familles relevant de ces caisses n'ont plus le droit d'être aidées par des travailleuses familiales.

Il n'est pas normal que cette situation continue, aussi les travailleuses familiales luttent actuellement contre cet état de faits, elles luttent aussi contre le chômage partiel déjà existant aujourd'hui et contre le chômage total peut-être demain.

Aussi les travailleuses familiales de la région parisienne manifesteront le mardi 11 mai à 9 h 45 au 9, av. de Lowendal à Paris (métro Ségur).

Elles luttent certes mais réaffirment que ce n'est qu'avec la solidarité de tous qu'elles obtiendront la victoire. Elles disent notamment : « C'est tous ensemble qu'il faut frapper ».

## A propos des articles «France des luttes»

### Lettre d'un lecteur

Nous partageons le point de vue de ce lecteur. Il arrive que nous passions encore trop d'articles qui ont les défauts soulignés dans la lettre du camarade. L'abondance de la correspondance ouvrière pour cette rubrique (qui doit encore augmenter) rend impossible sa publication intégrale dans nos colonnes et nous oblige précisément à un effort accru de sélection et de *synthétisation* des articles, utile à l'amélioration du contenu de ces pages, ce qui ne veut pas dire que nous devons supprimer l'aspect information, il a son rôle à jouer.

Quand des articles successifs sur une même lutte paraissent, nous

L'Humanité rouge doit être un journal au service de la classe ouvrière, de la révolution prolétarienne. Il s'agit là d'une tâche fondamentale. Nous devons absolument être conscients de l'importance des responsabilités que nous avons à cet égard. Chaque article, chaque phrase doit contribuer à réaliser cette tâche. Autrement, nous irons à un double échec : les ouvriers et les masses travailleuses n'apprendront rien de nous, ne pourront reconnaître en nous leur avant-garde, qui devrait leur montrer la voie vers la révolution socia-

listes ; quant à nous, nous ne réussirons pas à nous lier aux masses, à connaître leurs conditions de vie et leurs aspirations fondamentales, à réunir les mouvements de masse révolutionnaires spontanés en une force capable de renverser le pouvoir de la bourgeoisie. Or, beaucoup d'articles ne satisfont pas à ces exigences. A titre d'exemple je me réfère à l'article : « Dijon — leçons de la grève à Bourgogne-Électronique » (No 477, 24/4/76 - p.4). Cet article constitue un compte-rendu tel qu'il peut se trou-

ver aussi dans la presse bourgeoise. L'exemple est particulièrement flagrant parce que le titre est tout à fait déplacé par rapport au contenu de l'article. En effet aucune leçon ne ressort du compte-rendu. Le lecteur reste d'autant plus sur sa faim, que le dernier paragraphe affirme que « beaucoup de travailleurs ont commencé à prendre conscience du rôle de trahison de la CGT ». On reste dans l'ignorance complète, on ne sait pas ce qui s'est passé, on ne sait pas ce que les travailleurs pensent concrètement à cet égard, ni ce que les marxistes-léninistes ont fait pour contribuer à cette prise de conscience.

De tels articles relèvent d'une conception erronée de l'information. En effet, il ne suffit pas de donner des informations à tort et à travers, à montrer qu'ici et là « il se passe des choses », que « ça bouge ». Nous ne devons pas servir de moyen passif de transmission de ces informations. Il incombe à nous de les synthétiser et d'en tirer les leçons, à la lumière du marxisme-léninisme, et de notre ligne politique.

Un lecteur.

## Enseignement

Du «collège d'enseignement technique» au «lycée d'enseignement professionnel» ou ...

### L'Haby ne fait pas le moine

De l'arrêté Soisson et de la réforme Haby appliquée à l'enseignement primaire et à l'enseignement secondaire, chacun connaît maintenant l'essentiel. De l'application par contre, de la réforme Haby à l'enseignement technique, il est beaucoup moins souvent question dans la presse écrite et parlée. C'est pourtant là que la réforme touchera le plus grand nombre d'enfants de la classe ouvrière et des masses populaires. C'est la raison pour laquelle nous publions aujourd'hui un article, qui analyse ce que sera l'application au technique de la réforme Haby, et qui a été rédigé par des enseignants syndiqués au SGEN-CFDT du lycée technique et du CET annexe de Laval, en Mayenne.

Comme prévu par la loi Haby votée à la sauvette en juillet 1975, les collèges d'enseignement technique vont changer d'habit et se vêtir du beau nom de lycées d'enseignement professionnel (LEP). A l'heure où paraissent les projets de décrets d'application de la loi Haby concernant l'enseignement secondaire, il n'est pas inutile de rappeler ce que signifie pour les élèves ce changement d'étiquette et ce qu'il tente de cacher... Habylement.

#### LEP : CAP EN 2 ANS

Les lycées d'enseignement professionnel seront marqués par une nouveauté capitale : tandis que les formations Brevet d'études professionnelles resteront inchangées — donc pas reconnues par le patronat ni dans les conventions collectives — les formations Certificat d'aptitude professionnelle seront ra-

menées de 3 ans à 2 ans. Qu'est-ce qui se cache derrière cette réduction ?

#### FORMATION PROFESSIONNELLE SACRIFIÉE

La formation en 3 ans était déjà critiquée par les patrons en raison de ses insuffisances professionnelles ; qu'en sera-t-il d'une formation en 2 ans ? S'agit-il là d'une retombée inattendue de la «revalorisation du travail manuel» ? En réalité, cette mesure s'inscrit dans la volonté de déqualification mise en œuvre par le patronat et dont les nouvelles grilles de «qualification» dans la métallurgie sont un exemple parlant. On sait que 60 % des besoins actuels en main-d'œuvre dans les pays de Loire sont des emplois non qualifiés : la réduction des formations CAP à 2 ans ne vise-t-elle donc pas à offrir au patronat la main-

d'œuvre sous-qualifiée dont il a besoin ?

#### FORMATION GÉNÉRALE RÉDUITE A PRESQUE RIEN

Les horaires d'enseignement général avaient été réduits de 2 unités par semaine à la rentrée de 1973. Les projets de décret d'application annoncent la suppression des décrets de 1973. Ainsi donc avec la formation en 2 ans, les heures d'enseignement général seront quasi inexistantes. Or ce temps de formation générale pouvait être l'occasion d'une réflexion sur l'histoire du mouvement ouvrier et de ses luttes, le moyen d'une prise de conscience accrue des futures générations d'ouvriers. Le patronat et son pouvoir n'ont-ils pas tout à gagner à leur interdire le droit à la connaissance du système qui les opprime et à réduire

tout développement de leur conscience de classe ?

#### MAIMMISE ACCRUE DU PATRONAT SUR LA FORMATION

Du fait de la réduction de la formation à 2 ans et du fait de l'introduction du CAP par unités capitalisables — ou CAP en tranches — la présence des patrons aux différentes étapes de la formation se trouve renforcée. N'est-il pas intéressant pour le capitalisme d'accroître ainsi sa mainmise sur la formation des travailleurs.

#### RENFORCEMENT DE LA CONCURRENCE AVEC LES FORMATIONS PATRONALES

Le CAP en deux ans dans les établissements dits « publics » se trouve désormais sur un pied d'égalité et en concurrence directe avec les CAP préparés dans les établissements patronaux et dans les CFA (centres de formation d'apprentis). C'est dire que le nouveau CAP se préparera en 2 ans à l'issue

de la classe de 3e, mais qu'il se préparera tout aussi bien dès l'âge de 14 ans, grâce à la loi Royer, en apprentissage chez un patron, contre un salaire de misère. Ne s'agit-il pas de livrer au plus tôt aux patrons une masse croissante d'élèves ?

#### ACCROISSEMENT DE L'EMBRIGADEMENT IDÉOLOGIQUE DE LA JEUNESSE

Ce qui finalement est attendu par le patronat et le pouvoir, avec une telle réforme, c'est la sous-qualification systématique, le renforcement de la discipline et la reprise en main d'une jeunesse ouvrière et populaire qui leur échappe chaque jour davantage. En livrant une masse d'élèves de plus en plus jeunes au patronat, c'est le renforcement du dressage qui est recherché.

Le CET-caserne est déjà une réalité, le CET-usine aussi ; ces tares de l'école capitaliste seront renforcées dans les lycées d'enseignement professionnel.

Section lycée-CET du Syndicat général de l'Éducation nationale CFDT-Laval.

De tels articles relèvent d'une conception erronée de l'information. En effet, il ne suffit pas de donner des informations à tort et à travers, à montrer qu'ici et là « il se passe des choses », que « ça bouge ». Nous ne devons pas servir de moyen passif de transmission de ces informations. Il incombe à nous de les synthétiser et d'en tirer les leçons, à la lumière du marxisme-léninisme, et de notre ligne politique.

Un lecteur.

#### ARRACHER LA CLASSE OUVRIÈRE AU REVISIONNISME

par Jacques Jurquet

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot  
Prix : 30.F

Disponible aux librairies :  
— Les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville 75020 Paris ;  
— La Force du Livre, 33, rue René-Leynaud 69001 Lyon ;  
— Le Sel de la Terre, 4, rue MI Foch 22000 St-Brieuc.  
ou par correspondance à :  
— E-100, 24, rue Philippe-de-Girard 75010 Paris.



## Immigrés

## Cité internationale universitaire de Paris

## Pour le retour des 4 membres du comité des résidents de la maison d'Afrique expulsés de France

Le 30 avril, les flics de la bourgeoisie enlevaient 3 membres du comité des résidents de la Maison d'Afrique à la Cité internationale universitaire de Paris. Ils étaient aussitôt expulsés hors de France et renvoyés en Afrique. Le même jour un autre membre du comité, qui se trouvait alors à Bordeaux, était arrêté et lui aussi expulsé. Immédiatement les comités de résidents de la Maison d'Afrique, de la Maison d'Italie, de Victor Lyon, d'Arts et Métiers, du Collège franco-britannique, de la Maison de Suède, de la Maison d'Asie et du Sud-Est, de celles de Monaco, du Maroc et de la Fondation Deutsch, s'élevaient contre cette agression policière. Ils exigent la démission de Valigny, directeur de la Maison d'Afrique, et le retour immédiat de leurs 4 camarades expulsés.

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les résidents de la Maison d'Afrique (résidence Lucien Paye) en union avec tous les comités des résidents de la cité disent NON à l'expulsion de 4 de leurs camarades.

Vendredi 30 avril à 6 heures du matin les CRS investissent la Maison d'Afrique et enlèvent 3 membres du comité des résidents : Batchono Jules, Traoré Etienne (Haute-Volta), Vignon Honoré (Dahomey). Selon le directeur de la Maison, un autre membre du comité, en stage à Bordeaux, Nlend Albert (Cameroun), a aussi été arrêté et expulsé de France avec les trois autres. Motif invoqué : « violence... séquestration du directeur et du personnel ». Mais en fait, que s'est-il passé ?

— Le 9 avril à 9 heures, un contingent de journalistes résidents qui s'en va, demande le remboursement de la caution (250 F) ;

— Le directeur fait signer un reçu de 250 F et ne rembourse que 210 F (40 F extorqués pour soi-disant couvre-lit endommagé) ;

— Les résidents protestent et demandent à voir le directeur ; ce dernier se retranche derrière son bureau et garde le silence.

— Les résidents exigent que le directeur soit contacté par le secrétariat ; les secrétaires refusent et veulent s'en aller.

— Les journalistes qui viennent de rater leur avion (prévu pour 12 heures) veulent de la direction une réponse immédiate. Les résidents demandent alors au personnel de rester sur place jusqu'à ce que le directeur les reçoive.

— Les deux secrétaires, le contremaître, l'intendant et deux employés s'entendent d'eux-mêmes dans un bureau.

— 19 heures, les CRS interviennent et emmènent les manifestants : plus de 150 résidents.

— Le 11 avril, le directeur fait signer une pétition par tout le personnel pour protester contre « violence... séquestration » et met en grève forcée tout le personnel d'entretien sous peine de non-paiement de salaire et même de perte d'emploi. Cette grève dure trois semaines.

— Le 29 avril, le personnel reprend le travail parce que la direction estime que « les garanties sollicitées lui ont été enfin accordées ». Ces garanties sont l'expulsion de France de 4 résidents, le vendredi 30 avril. Il faut noter que Vignon Honoré était absent de Paris le 9 avril et n'a donc pas participé à ladite « séquestration ».

— Le 30 avril à 9 h 45, le directeur dissout le comité des résidents.

— Le 3 mai, il avise les résidents par écrit qu'il leur reste « le choix entre deux voies : celle de l'escalade... et l'autre, celle qui redescend ».

Aujourd'hui le climat d'insécurité et de tension créé et entretenu par la direction est tel que tous les étudiants, les travailleurs, les organisations politiques et syndicales, les démocrates qui se battent pour la défense des libertés démocratiques en France, doivent prendre la place et les responsabilités qui sont les leurs dans la lutte que mènent les résidents de la Maison d'Afrique. C'est pourquoi, en union avec tous les comités de résidents de la Cité internationale universitaire de Paris nous lançons un appel à la solidarité militante et active de tous pour apporter la riposte qui convient.

Le comité de résidents de la Maison d'Afrique.

## FJT Masséna Péan à Paris

## LUTTE CONTRE LA HAUSSE DES LOYERS

La dégradation des revenus, le chômage, l'augmentation vertigineuse des loyers touchent tous les travailleurs.

Le pouvoir capitaliste, responsable de la situation actuelle de sa propre crise, frappe directement ou indirectement par des augmentations arbitraires et

successives, par des violences policières et judiciaires, les résidents et locataires.

Tous les travailleurs, jeunes ou moins jeunes, français ou immigrés, hommes ou femmes, luttent aussi dans leurs entreprises.

Depuis 8 mois, les résidents du foyer de jeunes

travailleurs Masséna-Péan (Paris-13e) refusent les augmentations en bloquant le loyer à 380 F, l'ancien tarif (déjà très élevé pour une chambre de 11 m 2 plus charges).

Depuis le 1er septembre 1975, le Centre de logement des apprentis et jeunes travailleurs (CLJT) leur a imposé 50 F puis 35 F d'augmentation au 1er mars 1976: c'est trop cher ! Les résidents exigent le maintien à 380 F, l'état des locaux étant déplorable.

Récemment le CLJT qui s'est offert les services d'un contentieux, a entamé un semblant de négociations avec les résidents après les avoir menacés de fermer le foyer en mars dernier.

Mais qu'est donc le foyer Péan ?

Le foyer Péan, construit de 1968 à 1970 par l'Office public de HLM de la Ville de Paris, est géré par le CLJT (association loi 1901), comme 6 autres foyers. Le conseil d'administration est composé d'anciens « hauts » fonctionnaires.

Comment expliquer qu'un studio équipé, pratiquement impossible à obtenir en « débarquant » dans le monde du travail à Paris, soit loué en moyenne 460 F charges comprises par l'Office public des habitations à loyers modérés de la Ville de Paris (OPHLMVP) ?

En refusant les loyers et les conditions de vie qu'on leur fait, les jeunes travailleurs de « Péan » mènent des luttes semblables à la lutte des « Sonacotra » qu'ils soutiennent.

La foyer « Masséna-Péan » a un historique de lutte, déjà en 1971, les résidents se battaient et obtenaient le retrait d'un règlement intérieur draconien. En 1972 ils arrachèrent la liberté d'expression et d'affichage syndicale et politique, la mixité complète au niveau du foyer sans distinction de sexe, complétée par la suite par : sans distinction de race ou nationalité.

Lors des expulsions des résidents du foyer de travailleurs immigrés de la rue du Château des Rentiers (géré par le BAS de Paris), comme lors de la lutte des résidents du foyer de jeunes travailleurs à Daviel (Paris-13e), les résidents de « Péan » avaient compris la nécessité du soutien et avaient fait leur le mot d'ordre : C'EST TOUS ENSEMBLE QU'IL FAUT LUTTER !

Dernièrement, leur présence aux dernières manifestations des foyers de la « Sonacotra » en lutte, montre leur détermination à ne pas laisser s'émettre les luttes.

### POUR CORRESPONDRE PAR TÉLÉPHONE : 607 23 75

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique :

- 1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication ;
- 2) Il ne faut pas s'arrêter de parler plus de 10 secondes ;
- 3) Il faut parler à voix suffisamment élevée et bien en face du microphone.

### Meetings de l'Humanité Rouge

LILLE

SAMEDI 8 MAI

SALLE DE LA MAIRIE (SOUS LE BEFFROI)

15 à 19 heures :

Célébration des victoires du Cambodge, Laos, Vietnam, Films, diaporama, exposition, Intervention sur les luttes des peuples du tiers monde.

20 heures :

Meeting-débat sur les thèmes suivants :

- contre la répression
- pour la libération des emprisonnés politiques et la levée de toutes les inculpations
- les luttes anticapitalistes et antirévisionnistes

### FACULTÉ DE VILLETANEUSE

VENDREDI 7 MAI

A PARTIR DE 17 H 30

Sur le thème :

contre la répression pour la libération de tous les emprisonnés.

## Les manifestations du 1er mai

## LILLE

Le 1er Mai 1976 à Lille a donné lieu à une manifestation regroupant plus de 200 personnes, organisée par l'Humanité-Rouge. Ce cortège a circulé dans les quartiers populaires en scandant des mots d'ordre de lutte de classes, en dénonçant le révisionnisme qui s'est illustré dans le Nord dans quelques luttes récentes.

On pouvait noter la présence des JCML qui par leur entrain et leur enthousiasme ont montré encore une fois que « la jeunesse c'est l'avenir du monde ».

Ce cortège a été très favorablement accueilli par la population, de nombreux journaux ont été vendus.

Nous regrettons que les groupes et organisations marxistes-léninistes sur Lille aient refusé de s'y associer.

Nous dénonçons l'intense surveillance policière dont a été l'objet notre

manifestation, preuve que la bourgeoisie connaît ses vrais ennemis.

Cette manifestation nous incite à aller de l'avant avec toujours plus d'enthousiasme pour débarrasser la classe ouvrière du révisionnisme, pour préparer la révolution prolétarienne, pour défendre notre indépendance nationale.

## REIMS

Dans le cadre du 1er Mai, 250 personnes environ ont défilé le 30 avril dans les rues de Reims à l'appel de la CFDT. Lors de cette manifestation, les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge ont distribué un tract rappelant que seule la révolution prolétarienne instaurant la dictature du prolétariat peut mettre fin au système d'exploitation et d'oppression.

Le vendredi 30 avril au soir s'est tenu un meeting du PCR (ml) à Reims. Une trentaine de personnes

étaient présentes. Le camarade qui présentait les interventions a lu un message des communistes marxistes-léninistes de France de l'Humanité-Rouge, insistant sur la nécessité du Parti communiste marxiste-léniniste unique et sur la nécessité, pour y arriver, de se placer sur les positions idéologiques du prolétariat et du marxisme-léninisme.

## VANNES

Comme prévu, un meeting s'est tenu à Vannes à l'occasion du 1er Mai. Plus de cent personnes y ont participé.

Au cours de ce meeting, un des camarades inculpés de Lorient a rappelé les faits et a insisté sur le mouvement de protestation qui se développe dans la région. Une intervention de travailleurs immigrés de la région avait été enregistrée. L'assistance a chaleureusement manifesté sa solidarité avec nos frères de classe.

Un message du PCMLF a été lu à la tribune.

Une intervention prononcée au nom de l'HR du Morbihan a permis d'insister sur le caractère de lutte de classe du 1er Mai. La situation internationale a été longuement abordée ainsi que les luttes des travailleurs ouvriers et paysans. Le meeting s'est terminé par l'Internationale. Une quête organisée pour le soutien de nos camarades de Lorient a permis de recueillir 347 F.

L'assistance a pu ensuite lire de nombreux panneaux sur les luttes dans les entreprises, l'historique du 1er Mai, la répression. Les JCMLF de Vannes avaient réalisé une très importante et intéressante exposition sur la Commune de Paris. Au total, un bilan assez satisfaisant et un 1er Mai célébré d'une manière révolutionnaire et qui annonce encore plus de détermination pour les luttes de demain.

### TARIFS D'ABONNEMENTS

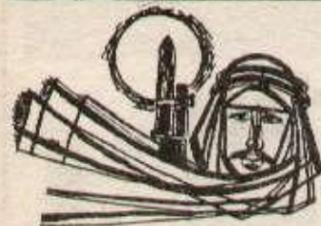
Pli ouvert  
1 mois ..... 32 F  
3 mois ..... 95 F  
6 mois ..... 190 F  
Soutien ..... 300 F

Pli fermé  
1 mois ..... 60 F  
3 mois ..... 180 F  
6 mois ..... 360 F  
Soutien ..... 500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE  
No 3022672 La  
Source.



culturel



# Pour une affiche de soutien à la lutte du peuple palestinien

A l'occasion du meeting du 16 mai 1976 à la Mutualité sur le thème, «Palestine, une terre occupée, un peuple en lutte», l'Association médicale franco-palestinienne appelle à réaliser un projet d'affiche qui sera tirée par elle ensuite en sérigraphie (trois couleurs maximum) et destinée à la vente pour le soutien matériel.

Une exposition sera faite au meeting de ces projets. C'est à une réunion de préparation au Salon de la Jeune peinture, salle Palestine, 19 rue de Vaugirard, le 15 mai à midi, que les auteurs, des

amateurs avec l'Association médicale, retiendront pour le 16, à la Mutualité, les projets convenant politiquement et esthétiquement. Il est souhaité un caractère de masse pour cette affiche, mettant en valeur la lutte du peuple en Palestine occupée contre le sionisme, l'impérialisme, la spoliation de la terre et l'apartheid, pour la connaissance du peuple palestinien, de sa culture, de ses conditions de vie, de ses objectifs nationaux. Dans le cadre de l'exposition du 16 mai, à la Mutualité, amener aussi d'autres œuvres plastiques dès le 15.

## Les élections primaires aux USA

### MOHAMED ALI DANS LA PAGAILLE ELECTORALE

A l'occasion de la mascarade électorale qui se déroule actuellement aux États-Unis, chaque candidat aux élections primaires possède une organisation très au point pour faire sa campagne de propagande et de publicité. Le film américain «Nashville» montre sur ce plan, d'une manière très concrète, que le système des élections aux USA est une véritable institution permanente avec ses organismes. Le soutien — plus ou moins conscient — d'une personnalité importante est bien sûr très re-

cherché par les candidats. Cela fait partie de la politique de la «poudre aux yeux» que développent ces politiciens bourgeois pour tromper le peuple américain. Ainsi, l'ancien gouverneur de Georgie, Jimmy Carter, «candidat démocrate» à la Maison Blanche, a trouvé un nouveau supporter : Mohamed Ali, champion du monde des poids lourds (ex Cassius Clay).

Le boxeur a déclaré mardi à Landover, près de Washington, qu'il voterait pour Carter

si celui-ci était choisi comme candidat par la convention démocrate. «J'aime ses manières, son franc-parler et c'est un homme du terroir», a dit le boxeur.

Mais le champion du monde a aussi un faible pour Henry Kissinger, qui «a du cœur». Il a encore fait l'éloge des États-Unis, «le plus grand pays, disposant de la technologie et des hommes pouvant résoudre tous les problèmes».

Déclarations, comme on le voit, qui doivent faire bien plai-

## NANTES

En solidarité avec la lutte du peuple palestinien, l'Union des étudiants arabes de Nantes organise le dimanche 9 mai à 19 heures salle Francine-Vasse, rue Colbert à Nantes, un gala pour la Palestine.

Au programme : film, folklore, chants, exposition.

En solidarité avec les grands bourgeois candidats aux élections, d'autant plus plaisir qu'elles travestissent complètement la réalité.

## Notes de lecture

### «Les travailleurs et la science» de François Lurçat

«On parle beaucoup de la science aujourd'hui. Mais on ne dit pas la vérité sur son origine.»

Ainsi commence la passionnante brochure (40 pages) de F. Lurçat, qui vient de paraître aux Éditions Germinal, dans un format «minipoche», à un prix très modique (5 F).

La vérité sur son origine ?

«A l'origine de chaque science, on trouve l'ac-

tivité et la réflexion des producteurs, leur lutte pour survivre, pour se défendre contre la nature hostile, pour produire, pour voyager...»

C'est cela que l'auteur démontre dans un exposé simple, vivant, à l'aide d'une documentation historique variée, en restant à chaque instant accessible à tous. Deux grandes parties : Sciences de la nature, Sciences de la société.

La présentation des sous-titres peut donner une petite idée de la richesse et de l'utilité de ce texte :

Dans la 1re partie (sciences de la nature) :

les mathématiques : Lurçat montre qu'on peut faire l'hypothèse que leur origine remonte à la préhistoire ; «si cette hypothèse est juste, les nombres nous viennent d'une époque où la théorie n'était pas séparée de la pratique. Ils ne sont pas la découverte de tel ou tel savant, mais une invention collective d'hommes ordinaires» ; la physique ; la biologie : pour ses travaux sur l'origine des espèces Darwin faisait circuler des questionnaires et discutait avec éleveurs et jardiniers qui «avaient une expérience précieuse dans un domaine que les savants avaient négligé jusque-là : non seulement ils observaient la nature, mais ils agissaient sur elle...». «Cependant la sagesse accumulée (par eux) ne pouvait se transformer spontanément en une science» ; Darwin avait, dans son travail acharné pour accumuler des faits, «une ligne, un fil conducteur» (son hypothèse sur la variation progressive des espèces) ; science pour les hommes ? Quelques exemples montrent clairement qu'en société capitaliste, pas de «science au service de l'homme» ; la science de la nature est-elle vraie ? Face au mépris de la vérité scientifique dans les milieux scientifiques eux-mêmes (où tout n'est affaire que de convention, de modes et préjugés) qu'est-ce que le critère matérialiste de la vérité, comment acquérir sur la nature des connaissances vraies ? La science de la nature est-elle utile ? Non seu-

lement pour la future société socialiste, mais dès maintenant, l'auteur indique «ce qu'il y a de bon pour les travailleurs dans les sciences de la nature» ; la science et l'objectivité ou : comment, même dans les sciences de la nature, le progrès vers la vérité objective ne se fait pas sans luttes, et même luttes avec effusion de sang... La science de la nature et la bourgeoisie : comment dans son état actuel de décomposition, la bourgeoisie se sert de la science pour prétendre détenir la «compétence» ; les apprentis sorciers ; double rôle de l'abstraction.

Dans la 2e partie (la science de la société) :

la lutte contre les machines : à travers cet exemple, comment la classe ouvrière acquiert-elle des connaissances sur la société ;

Un bouillonnement d'idées extraordinaires :

Marx et Engels : comment ces deux fils de bourgeois ont pu comprendre «la vraie nature de la classe ouvrière, sa capacité à détruire le vieux monde et à en créer un nouveau» ? Cœur, intelligence, travail acharné, n'auraient pas suffi. C'est après une enquête minutieuse, prolongée, en se liant avec des militants et simples ouvriers, qu'Engels a pu écrire «La situation de la classe laborieuse en Angleterre». Engels est le premier à décrire de la classe ouvrière non seulement la misère, mais les qualités d'intelligence, de caractère, d'héroïsme, et le rôle historique qu'elle va jouer (voir les admirables citations d'Engels et Marx rapportées par l'auteur) ;

Origine de la science de la société : «elle est née sur la base du mouvement ou-

vrier, mais pour qu'elle naisse de cette base il fallait certaines conditions... que se trouvent certains individus qui d'abord désirent servir le prolétariat comme théoriciens, et qui ensuite trouvent le moyen de le faire» ;

— qui désirent servir, ce désir était fondé chez Marx et Engels dans les sentiments que leur inspirait la fréquentation d'ouvriers. De là la force de rompre avec l'idéologie de leur milieu.

— qui trouvent le moyen de le faire : critiquer la fausse gauche méprisant le peuple, pratiquer l'autocritique, et aussi travailler sérieusement, ne jamais cesser d'apprendre ;

Le développement du marxisme : 1848, la Commune, les luttes de libération nationale, Lénine sur l'impérialisme ;

Le marxisme appartient à la classe ouvrière : «il ne peut être utile que si les principaux intéressés s'en emparent et s'en servent hardiment» ;

Science de la nature et science de la société : la matière, comme la société, grouille de contradictions. Peur des contradictions (soigneusement cachées dans les cours de science figés et bornés des écoles) et peur de la pratique, telle est l'empeinte de classe de la bourgeoisie. Le travail humain, c'est sans cesse découvrir, utiliser les contradictions qui existent dans la matière. C'est ainsi que dans sa méthode (la dialectique, qui montre les contradictions), dans son point de vue, comme dans ses idées, la théorie dont Marx et Engels ont posé la première pierre porte l'empeinte de la classe ouvrière.

Ce résumé donne une idée bien imparfaite de la brochure : en se limitant aux principales affirmations de l'auteur, on a montré ce que le lecteur pouvait y trouver, mais on a trahi la démarche de l'auteur, qui à chaque instant cherche la vérité dans les faits.

Il faut ajouter qu'une bibliographie très précieuse accompagne la brochure.

Nous pourrions faire cependant une critique : l'expérience de la classe ouvrière, sa conscience, la science de la révolution, l'activité d'intellectuels au service du prolétariat comme Marx et Engels, tout cela semble se faire indépendamment de l'organisation de la classe ouvrière en un parti prolétarien indépendant. Toute l'expérience de la classe ouvrière ne lui a-t-elle pas cependant enseigné que sans organisation, sans parti, pas de connaissance approfondie et complète de la société. Et que sans parti, de quel secours est cette connaissance ? Cela affaiblit certainement la 2e partie de ce petit livre. Mais, unique en son genre par son sujet et aussi par sa simplicité (pas un seul terme de «spécialiste» n'est inexpliqué), il peut être une arme pour de nombreux camarades et lecteurs — qui d'entre nous, surtout ceux d'origine intellectuelle, n'a pas à lutter contre les préjugés que dénonce François Lurçat. Une arme aussi pour de très nombreux travailleurs, syndicalistes, etc.

L'Internationale dit, dans un de ses couplets : «En décrétant qu'on le lui rende, le peuple ne veut que son dû». Cela est particulièrement vrai de la science. Et l'ouvrage de Lurçat va dans le sens du combat.

**LE MANS**

**ASSOCIATION MEDICALE FRANCO-PALESTINIENNE**

الرابطة الطبية الفرنسية الفلسطينية

vendredi 7 mai 1976  
20h30

SALLE DES CONCERTS - LE MANS

**SOIREE DEBAT**

PROJECTION DU FILM  
**"PALESTINE"**

تتلم سهره مناقشه مع عرض  
فيلم «فلسطين» وذلك في  
المسرح سالي «الكونسار»  
تمام الساعة 20h30 7 مايو

— QU'ONT-ILS LES PALESTINIENS ?

— QUE VEULENT-ILS ?

— COMMENT UN PEUPLE PEUT-IL ÊTRE DÉPOSÉ DE SON PAYS ET PRÉCIPITÉ DANS LA MISÈRE ET L'EXIL ?

— QUELS MOYENS A-T-IL POUR IMPOSER SES DROITS ET FAIRE ENTENDRE SA VOIX ?

"PALESTINE"

est un témoignage vivant sur un problème  
si souvent ignoré et manipulé par la  
presse occidentale.

UN APIC EDICAT

## Notre ligne de masse dans la classe ouvrière

Nous avons reçu de camarades ouvriers de Clermont-Ferrand, le texte suivant qui rappelle les orientations idéologiques et politiques des marxistes-léninistes dans les luttes ouvrières. En voici de larges extraits.

Qu'est-ce que la ligne de masse en direction de la classe ouvrière ?

Elle est la synthèse des idées justes et des justes aspirations des masses. Elle est une ligne d'action pour les larges masses ouvrières, syndiquées ou non, et non pas seulement pour les marxistes-léninistes et quelques éléments avancés. En tant que telle, elle doit être vérifiée, critiquée, enrichie par la pratique de la lutte des masses elles-mêmes.

Il n'y a en fin de compte que deux voies :

— ou les luttes quotidiennes des travailleurs seront détournées, dévoyées et finalement brisées par telle ou telle force bourgeoise infiltrée au sein du mouvement ouvrier,

— ou ces luttes serviront de tremplin, d'école de combat permettant d'unir et d'accumuler des forces pour la victoire de la révolution prolétarienne.

Dans un cas on a affaire à une ligne de collaboration de classes visant à empêcher la classe ouvrière de faire la révolution et préserver le système capitaliste (avec des variantes suivant les différentes cliques bourgeoises).

Dans l'autre on a affaire à une ligne de lutte de classe visant à unir et accumuler les forces au sein du peuple pour arracher les revendications immédiates et pour la destruction finale du système capitaliste.

Cet affrontement entre deux lignes est constant, il traverse tous les domaines de la vie syndicale et des luttes revendicatives, et touche toutes les actions, tous les débats qui ont cours au sein du peuple.

### A PROPOS DES REVENDICATIONS

Le révisionnisme et principalement la clique prorusse de Marchais est la principale et la plus dangereuse force politique bourgeoise infiltrée dans la classe ouvrière. Sur les revendications, licenciements et salaires leur ligne est la suivante :

— Oui au licenciement avec reclassement,

— Augmentation de salaire hiérarchisée et échelle mobile des salaires.

La ligne de lutte de classes dont nous devons être les plus ardents défenseurs préconise :

— Non à tout licenciement, les licenciements ne se négocient pas.

— Augmentation de salaire uniforme et salaire minimum garanti (2 000 F actuellement).

Accepter de négocier les licenciements, c'est accepter la logique du capitalisme. Défendre les augmentations hiérarchisées c'est diviser les travailleurs et défendre la hiérarchie et les rapports de production capitalistes.

### QUELQUES ÉLÉMENTS D'ANALYSE SUR LES REVENDICATIONS

#### Grille hiérarchique (défendue par les révisionnistes)

La hiérarchie dans les entreprises correspond à l'organisation du travail capitaliste : les travaux manuels les plus simples et les plus pénibles sont les moins payés, tandis que les salaires augmentent avec la qualification et la compétence, mais surtout avec le rôle joué dans l'encadrement et l'exploitation des travailleurs.

Nous ne sommes pas pour un égalitarisme absolu dans le domaine des salaires,

mais nous devons défendre l'augmentation uniforme qui unit les travailleurs sur la base de la remise en cause de la hiérarchie capitaliste et du principe bourgeois du mépris du travail manuel.

#### Échelle mobile des salaires

Cette revendication fait croire qu'on peut obtenir un semblant d'ajustement automatique du pouvoir d'achat sur l'augmentation du coût de la vie. En cela elle est démobilisatrice parce qu'elle n'implique pas l'imposition d'un rapport de force constant pour le maintien du pouvoir d'achat et renforce par ailleurs les manœuvres des révisionnistes par les négociations de sommet sur les indices d'augmentation du coût de la vie.

#### Primes

D'abord elles sont un élément non garanti de salaire, d'autre part elles sont attribuées sur des caractéristiques spécifiques d'un poste de travail ou d'un service (prime de froid, de chaud, de risque) évitant ainsi au patron de régler l'amélioration des conditions de travail. Elles aboutissent à mettre les ouvriers en concurrence entre eux au lieu de les unir sur ce qui est fondamental et le plus important : leur exploitation commune.

Nous devons lutter en particulier sur le problème des primes de production pour l'intégration des primes au salaire de base.

#### Défense du service public

Ces revendications partent du principe que tout ce qui est nationalisé ou secteur public est au service des travailleurs, ce qui est faux. Exemple pour l'ORTF : «Travailleurs, l'ORTF vous appartient, défendez-la» : Nous devons montrer que c'est un secteur capitaliste d'État, et partant des intérêts des travailleurs défendre les avantages

acquis s'ils sont remis en cause et pas le secteur public lui-même. Par exemple encore, actuellement la bourgeoisie remet en cause certains acquis dans le cadre de la Sécurité sociale, comme les indemnités journalières pour certaines maladies. Il ne s'agit pas pour nous de défendre la Sécurité sociale pour elle-même (institution bourgeoise) mais de lutter pour le maintien des acquis et la santé gratuite pour tous.

### A PROPOS DES FORMES D'ACTION

Les révisionnistes sont partisans de la négociation «à froid», à tout prix, sans lutte. Au mieux pour eux l'action doit être subordonnée à la négociation, «à la bonne volonté» des capitalistes. S'ils ont des contradictions et dénoncent parfois d'autres forces politiques pratiquant la collaboration de classe comme FO, c'est parce qu'ils veulent augmenter leur force au sein de la classe bourgeoise, au détriment des autres clans de la bourgeoisie représentant des intérêts contradictoires aux leurs (proaméricains ou proeuropéens).

La ligne de lutte de classes que nous défendons c'est :

Pas de négociation sans lutte. La négociation ne paie pas, seule la lutte paie.

L'action doit primer la négociation. La négociation doit être subordonnée à l'action (c'est-à-dire créer un rapport de force favorable au préalable et soumettre la négociation au contrôle des travailleurs).

Ceci dit, nous ne rejetons a priori aucune forme d'action (ni les grèves de 24 h — ou même moins — ni les pétitions). Toutes les formes d'action sont justes dès lors qu'elles mobilisent et unissent la masse des

travailleurs. Ce n'est que dans un contexte particulier et compte-tenu du rapport des forces qu'on peut juger du caractère juste ou faux (mobilisateur ou démobilisateur) de telle ou telle forme d'action.

Nous sommes contre les grèves de 24 h parachutées par les états-majors syndicaux comme force d'appoint à des négociations (notamment dans la fonction publique et le secteur nationalisé) Mais nous ne sommes pas contre les grèves de 24 h qui permettent de construire un rapport de force pour des actions de plus grande ampleur, ou des grèves de 24 h de solidarité par exemple.

D'une manière générale, nous sommes pour les formes d'action efficaces, permettant d'accroître notablement le rapport de force en faveur des travailleurs comme les occupations d'usines, les piquets de grève, la remise en route de la production pour le compte des grévistes, la séquestration des PDG, etc.

Mais dans tous les cas, il faut bien veiller à ce que ces formes d'action recueillent l'appui et la participation de la masse des travailleurs et non seulement des éléments avancés, sinon, ces initiatives justes se transformeront en leur contraire et offriront un terrain propice aux manœuvres de division et de sabotage de l'ennemi de classe, patronat et dirigeants révisionnistes.

### A PROPOS DE LA DÉMOCRATIE PROLÉTARIENNE

Pour être assuré que les formes d'actions choisies recueillent l'appui et la participation des larges masses de travailleurs, il faut un exercice effectif de la démocratie prolétarienne dans l'action.

Fondamentalement, les révisionnistes sont opposés à la démocratie prolétarienne parce que les buts politiques qu'ils poursuivent sont contraires aux intérêts immédiats et à long terme des travailleurs.

Pour eux, l'action et la négociation doit se dérouler sous la responsabilité des organisations syndicales. Ce qui signifie qu'elle doit se dérouler sous leur direction puisqu'ils ont un contrôle quasi hégémonique sur les appareils syndicaux.

Pour nous, l'action, la négociation, tout ce qui concerne la lutte engagée doit se dérouler sous la responsabilité et la direction des travailleurs en lutte.

Par conséquent, nous sommes favorables à la mise en place des formes d'organisations susceptibles de permettre l'exercice de cette responsabilité et cette direction des travailleurs en lutte.

La forme élémentaire en est l'assemblée générale souveraine des grévistes. Il convient d'insister sur le terme «souveraine», parce que les révisionnistes, quand ils sont acculés par le mouvement de masse, obligés de reconnaître les assemblées générales de travailleurs, veulent les vider de leur contenu et les transformer en simple réunion d'information, les «responsables syndicaux» monopolisent le pouvoir et la parole.

La forme supérieure en est le comité de grève, élu et révocable par l'assemblée générale des travailleurs.

Comme le montre l'exemple de LIP, il convient aussi de mettre en place des commissions spécialisées (popularisation, animation, occupation, etc.) permettant de faire s'exprimer et participer à la lutte la large masse des grévistes.

Il ne suffit pas de dire qu'on veut que tout le monde s'exprime et participe à la lutte, il faut encore mettre en place les moyens organisationnels le permettant.

### Démocratie prolétarienne et discipline prolétarienne

Si dans la section et en assemblée générale des travailleurs, nous avons eu la possibilité de défendre librement et complètement notre point de vue, nous devons, dans l'action décidée en commun, appliquer la discipline commune, sans renoncer pour autant à continuer à défendre notre point de vue.

### Démocratie prolétarienne et démocratie syndicale

Il n'y a pas d'opposition entre l'organisation syndicale et l'assemblée générale ou le comité de grève. Si cette opposition existe, elle est le reflet de la lutte entre les deux lignes et parce que le syndicat est, dominé par les révisionnistes, sur la ligne de collaboration de classes. Dans le cas d'une section syndicale pratiquant et impulsant la lutte de classes, exerçant la démocratie en son sein, il n'y aura pas opposition entre la section et le comité de grève, mais au contraire complémentarité. Une telle section sera au contraire un atout supplémentaire pour la lutte des travailleurs concernés.

### L'ORGANISATION DE LA SOLIDARITÉ

L'exemple des LIP montre assez que l'organisation de la solidarité et l'impulsion de la popularisation est un élément fondamental du rapport de force.

Elle a un contenu idéologique et politique fondamental. Idéologique car l'exercice de la solidarité est un moyen fondamental d'approfondissement de la conscience de classe au sein du prolétariat. Politique car la popularisation et l'impulsion de comités de soutien dans les plus larges couches populaires jette les bases et forge les liens du front uni que nous devons construire dans la lutte.

Pour des raisons exactement inverses, les révisionnistes s'opposent et sabotent les mouvements de solidarité.

Au contenu de classe de la solidarité, ils opposent un contenu bourgeois de «défense de l'outil de travail et de l'entreprise» dans le privé, de «défense du service public» dans le secteur public et nationalisé. Quant aux comités de soutien, ils y sont farouchement opposés car la base de masse large sur laquelle ils se sont développés jusqu'à maintenant ne leur permet pas d'introduire leur camelote partisane afin de détourner et récupérer le juste mouvement de solidarité qui est ainsi développé dans l'opinion.

Quant à nous, nous devons impulser les mouvements de solidarité sur une base large, de masse en luttant contre toute cartellisation et détournement sectaire et partisan : sous la direction des travailleurs en lutte...

Ensuite le texte aborde la question de la tactique syndicale sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir.

En conclusion, il est bien clair que tous les éléments de ligne abordés ici ne sont qu'un élément de la ligne et de la pratique des marxistes-léninistes, notamment dans les organisations d'entreprises qui doivent impulser avant tout l'agit-prop communiste systématique, le recrutement, l'éducation prolétarienne de leurs membres, et la participation active à la vie politique de l'avant-garde prolétarienne.

Prendre ces quelques éléments de ligne de masse dans la classe ouvrière pour toute la ligne aboutirait bien vite à sombrer dans l'anarcho-syndicalisme et le spontanéisme.